

Mois de la sensibilisation au **cancer du sein**

Le **SOIR**

● Baie-des-Chaleurs

Plus verte, solidaire et résiliente

Imaginer la Gaspésie de 2050

page 5

Photo courtoisie

L'ascension américaine
de Pamela Rooney page 13

Sous le poids d'une
taxe jamais vue pages 6-7

Photo courtoisie

Retour d'un train de passagers en Gaspésie

Plus de pression sur VIA Rail

Le rassemblement du 11 octobre dernier, à la gare de Matapédia, se voulait un exercice pour mettre davantage de pression sur Via Rail afin d'obtenir un retour partiel dans un premier temps du train de passagers en Gaspésie.

Nelson Sergerie

La Coalition pour le retour du train de passagers en Gaspésie se montre satisfaite du rassemblement même si une cinquantaine de personnes se sont donné rendez-vous.

« Ça nous a permis d'avoir des contacts avec d'autres régions. Samedi, on avait des gens de la région de Rimouski. C'était extraordinaire de voir la gare fourmiller de personnes et se raconter des histoires de trains », commente la porte-parole de la coalition, Micheline Saint-Onge.

Les députés bloquistes Alexis Deschênes de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine et Xavier Barsalou Duval, porte-parole du parti en matière de Transports avaient fait le voyage d'Ottawa en train et sont arrivés samedi à l'aube pour participer au rassemblement, en lui donnant une saveur nationale.

Le Bloc québécois a tenu un point de presse à Ottawa, le 10 octobre, soulevé le dossier à la période de questions aux Communes et le député Deschênes a donné des entrevues à la presse nationale. D'ailleurs, le rassemblement de samedi a donné lieu à une dépêche de La Presse Canadienne, l'agence de presse nationale.

New Carlisle ou Port-Daniel-Gascons

L'objectif était de faire connaître le dossier à plus large échelle que la Gaspésie et ajouter de la pression sur VIA Rail pour que le transporter de passagers par train revienne en Gaspésie après 12 ans d'absence jusqu'à New Carlisle ou Port-Daniel-Gascons dans un premier temps.

« C'était l'objectif. Les arguments de



Une cinquantaine de personnalités, d'élus et de citoyens était présents lors du rassemblement pour le retour de VIA Rail, le 11 octobre, à Matapédia. Photo courtoisie

Via rail sont de plus en plus étonnants. Ils attendent Gaspé car ils disent que les gens qui prenaient le train étaient des touristes qui venaient à Gaspé. Lorsqu'on avait fait une demande d'accès à l'information, la personne responsable nous avait avisé que c'était difficile de répondre à la question car ils n'avaient pas les adresses des passagers avant 2023. En 2013, je ne sais pas comment Via a pu évaluer que les gens qui prenaient le train ne venaient qu'à Gaspé. Il n'y a pas beaucoup ou pas d'arguments solides pour que Via ne revienne pas en Gaspésie progressivement », évoque madame Saint-Onge.

Le député Alexis Deschênes a discuté avec le ministre des Transports et Via rail la semaine dernière et n'a pas obtenu de réponse convaincante sur un retour du train.

Depuis le printemps, Via Rail indique être retourné à la table à dessin pour revoir leur stratégie depuis l'annonce de la suspension de la réhabilitation

du rail de Québec en mars dernier.

« Pour faire quoi ? C'est quoi leur plan, c'est quoi leur objectif ? C'est ça qu'on veut savoir à part de nous dire qu'on attend que Gaspé soit prêt. Ce n'est pas une réponse recevable. Ils sont partis de façon progressive. Avec l'évolution depuis 12 ans, ils sont capables de revenir de façon progressive », soutient la porte-parole.

Prêt en novembre

Le tronçon entre Caplan et Port-Daniel-Gascons doit être prêt en novembre. « Il faudra que quelqu'un mette son pied à terre et dise que ça suffit. Via rail augmente des trajets à d'autres endroits », poursuit Micheline Saint-Onge qui affirme qu'il est difficile de croire le transporteur.

Après la mobilisation de plus de 400 personnes en septembre et celle de l'Action de grâce, madame Saint-Onge évoque un mouvement québécois pour forcer la main à VIA.

Chasse funeste en Gaspésie

L'escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec et le service d'identité judiciaire du corps policier enquêtent sur un décès survenu le 12 octobre dans lequel une octogénaire est décédée dans la forêt, près de Murdochville.

Nelson Sergerie

Les autorités ont reçu un appel vers 19 heures pour la dame blessée par un projectile d'arme à feu. Elle était à la chasse avec un homme qui a réussi à appeler les autorités. Son décès a été constaté à l'hôpital. Un homme, septuagénaire, a été rencontré par les enquêteurs. Le service d'identité judiciaire est à analyser la scène. La Sûreté du Québec ne peut avancer aucune hypothèse sur ce qui s'est passé pour le moment.

Blessé par une flèche d'arbalète

D'autre part, un chasseur de 49 ans a été secouru sur une terre privée près de la route Thibodeau à Maria, le 11 octobre, blessé gravement par une flèche d'arbalète. La victime a été transférée vers un centre hospitalier de la région de Québec, où elle repose toujours entre la vie et la mort.

Selon la Sûreté du Québec, l'enquête tend à démontrer qu'il s'agirait d'un événement de nature accidentelle.



La Presse Canadienne- Christinne Muschi

Newport retrouve sa pharmacie

Un an et demi après avoir vu leur pharmacie être ravagée par un incendie, les citoyens de Newport à Chandler retrouvent leur service après un investissement de 2 millions de dollars.



Nelson Sergerie
info@lesoir.ca

Le pharmacien propriétaire Therry Whittom a procédé à l'ouverture officielle le 9 octobre.

«C'était un besoin pour la population. C'était nécessaire de rebâtir une nouvelle pharmacie à Newport offrant les services de pharmacie», résume-t-il.

Dès le sinistre survenu le 24 avril 2024, la décision a été prise pour une reconstruction. «Déjà, dans les premières heures, il était établi qu'on allait rebâtir une pharmacie. C'est sûr que c'était un casse-tête de rebâtir tout ça. Elle est très belle et on avait hâte de la montrer à la population», ajoute celui qui sera propriétaire du bâtiment.

Entre-temps, ses clients n'ont jamais été privés de service puisque le pharmacien possède aussi les pharmacies Jean Coutu de Chandler et de Grande-Rivière.

«On a eu le soutien du Groupe Jean Coutu et du Groupe Brunet qui sont maintenant une filière de Metro. Dans les premières heures, on a commencé à faire les plans et organiser ce qui devait être fait pour rebâtir. Ça s'est fait rapidement», explique Therry Whittom.

L'ancien bâtiment était d'une superficie de 3000 pieds carrés, dont la moitié était consacrée au commerce. Le reste était une clinique médicale qui n'était plus en opération.

«C'est vraiment une pharmacie agrandie avec 2500 pieds carrés de surface avec un laboratoire exceptionnel», se réjouit le pharmacien propriétaire.

La transition s'est assurée par des employés qui lui sont demeurés fidèles. Huit personnes y œuvrent et si le volume d'affaires est au rendez-vous, il n'est pas exclu que le



Le nouveau laboratoire est à la fine pointe de la technologie. Photo courtoisie Therry Whittom

nombre de travailleurs augmente.

Auparavant sous la bannière Jean Coutu, la nouvelle succursale porte la bannière Brunet. «Un peu comme dans le domaine de l'épicerie, quand c'est une plus petite municipalité, une

bannière Brunet est plus adaptée. C'est ce qu'on a fait comme choix à Newport», justifie le propriétaire.

Le sinistre de 2024 avait été évalué à 500 000 \$, sans compter l'inventaire que comptait l'établissement.

La Gaspésie a perdu 1400 emplois



Un bâtiment de Statistique Canada La Presse Canadienne— Sean Kilpatrick

La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a perdu 1400 emplois en septembre, selon Statistique Canada. De 41 000 emplois en août, les données de l'agence fédérale montrent plutôt 39 600 personnes au travail en septembre.

Nelson Sergerie

En septembre 2024, ce chiffre était plutôt de 41 100 travailleurs. La population active, c'est-à-dire les personnes au travail et celles à la recherche d'un boulot, a connu une forte baisse, passant de 43 300 en août à 41 700 en septembre. Il s'agit d'une perte de 1600.

Cela se traduit par une baisse du taux de chômage de 5,3 % en août à 5,0 % en septembre, ce qui dénote un certain déphasage entre le taux et le nombre de personnes au boulot.

En septembre, sur les 39 600 personnes au travail, 33 700 étaient à temps plein. Ils étaient 35 000 en août. Même situation pour ceux ayant un poste à temps partiel, avec un total de 5900. C'est 100 de moins qu'en août.

Le nombre de chômeurs est passé durant la même période de 2300 à 2100.

Contraste avec 2024

C'est un contraste important par rapport à la photo prise en septembre 2024 par Statistique Canada. Le nombre de travailleurs était alors de 41 100 alors que le nombre de chômeurs n'était que de 1800.

Le taux de chômage était alors à 4,2 %.

Soins infirmiers en mode réalité virtuelle

Les étudiants en Soins infirmiers du Cégep de la Gaspésie et des Îles pourront désormais expérimenter l'Unité virtuelle de soins (UVS). Cet outil immersif en réalité virtuelle est développé par une équipe de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Jean-Philippe Thibault

L'UVS est un hôpital numérique qui permet aux apprenants de vivre des situations cliniques complexes dans différents secteurs d'activités comme les soins critiques, l'obstétrique, la gériatrie, l'oncologie et les soins généraux. Cette unité virtuelle intègre des scénarios réalistes pour le développement de certaines compétences telles que le raisonnement clinique, la surveillance clinique et la communication.

«Les scénarios intégrés dans l'unité de soins généraux ont été élaborés spécifiquement pour les étudiantes et étudiants en formation initiale, notamment au niveau collégial, explique Gabrielle Gendreau-Duguay, enseignante responsable de l'implantation de l'UVS. Ils permettent entre autres de développer les compétences reliées à la sécurisation culturelle des soins auprès des personnes issues des Premières Nations et Inuit.»

Faire le pont

Les étudiants en Soins infirmiers des campus de Carleton-sur-Mer et de Gaspé auront accès à ce nouvel outil pédagogique dès l'automne. Les options immersive (avec casque) ou non immersive (avec écran d'ordinateur, clavier et souris) leur seront proposées.



Les étudiants en Soins infirmiers auront accès à ce nouvel outil pédagogique cet automne. Photo Cégep de la Gaspésie et des Îles

Cette initiative s'inscrit dans un continuum d'utilisation interordres. Elle vise à faciliter une transition pédagogique fluide entre les études collégiales et universitaires en sciences infirmières.

Pour le Cégep, elle traduit une volonté d'explorer des stratégies pédagogiques innovantes pour outiller davantage ses étudiantes et étudiants lors de leur apprentissage clinique.

Yv Bonnier Viger poursuit sa campagne

L'ex-directeur de la santé publique en Gaspésie, le docteur Yv Bonnier Viger, croit marquer des points alors qu'il continue de parcourir le Québec afin de convaincre les militants de lui accorder leur confiance pour remplacer Gabriel Nadeau-Dubois.

Nelson Sergerie

Rencontré par *Le Soir*, le médecin spécialiste affirme que sa campagne va bien.

«C'est un exercice très agréable qui permet de rencontrer non seulement les militants, mais aussi des orga-

nismes communautaires, des syndicats et des conseillers municipaux de partout au Québec», note le candidat au co-porte-parolat de Québec solidaire.

Le moral demeure bon malgré les sondages qui pourraient pratiquement faire disparaître la formation politique de l'Assemblée nationale au prochain scrutin, en octobre 2026.

«On a réussi à créer une aile parlementaire puissante. Tout le monde reconnaît que c'est une des oppositions des plus intéressantes qu'il n'y a jamais eu à l'Assemblée nationale. Pendant ce

temps, on a peut-être négligé un peu notre base. Je vais prendre le temps de rencontrer toutes les associations locales. On va revitaliser la base de Québec solidaire.»

Il voit son éventuel rôle comme complémentaire avec la co-porte-parole féminine Ruba Ghazal, qui représentera davantage le travail à l'Assemblée nationale. Depuis l'annonce de sa candidature, le médecin a parcouru le Québec.

«Je pense que ça a créé une forme de reconnaissance de l'engagement, donc, une forme de confiance. De façon générale, j'ai tendance à écouter beaucoup et synthétiser ce que j'ai compris et le reflet que je donne semble rassurer les gens sur la possibilité d'être un vrai porte-parole», analyse-t-il.

Jour J

Un débat avait lieu ce 9 octobre à Sherbrooke avec les trois candidats officiellement en lice. Yv Bonnier Viger, Etienne Grandmont et Sol Zanetti y étaient pour s'exprimer sur leur vision et leurs idées.

«C'est une occasion de marquer des points importants. C'est une étape importante et on est bien préparés», notait le médecin quelques jours avec le jour J.

De faire face à deux députés de l'Assemblée nationale qui doivent siéger au Parlement est loin d'être un désavantage, plaide-t-il.

«Dans l'histoire actuelle de Québec solidaire, le fait d'être député handicapé mes deux collègues qui n'ont pas tout le temps nécessaire de travailler à la base alors que moi, j'y œuvre à temps plein.»

Yv Bonnier Viger n'a cependant toujours pas l'intention d'être candidat à l'élection de 2026 dans sa circonscription à Gaspé.

«À moins qu'il n'y ait personne. Moi, je préférerais être un porte-parole extraparlémentaire pour faire tout ce travail», conclut le candidat.

Les militants choisiront le successeur de Gabriel Nadeau-Dubois le 8 novembre.



Une vision de la Gaspésie en 2050

Pas moins de 749 personnes de 7 à 95 ans se sont exprimées dans le cadre de 84 ateliers en vue de définir ce qu'elles souhaitent de la Gaspésie au tournant de 2050.

Nelson Sergerie

Collectivités ZÉN Gaspésie a établi les bases de futures discussions pour y parvenir en mettant l'accent sur trois grands axes d'orientation : une communauté engagée et inclusive, des milieux de vie durables et adaptés aux changements climatiques ainsi qu'une économie locale et plus autonome. La mission de l'organisation – mise sur pied il y a 3 ans – est une transition socioécologique juste et équitable. Elle s'articule autour d'une Gaspésie prospère, résiliente, solidaire et verte.

«La mission Collectivités Zéro émission nette Gaspésie est vraiment d'augmenter le dialogue social autour des enjeux de transition socioécologique et d'adaptation aux change-

ments climatiques. On veut mobiliser la population et les organisations du territoire pour avoir une vision commune pour se mettre en action», résume la chargée de projet Arielle Paiement.

«La principale chose qui est ressortie est la sécurité alimentaire; nourrir les gens, précise de son côté Patricia Chartier, agente d'animation pour le collectif. Il y a comme un aspect de justice sociale qui vient avec les changements climatiques. On ne veut pas que ce soit seulement les gens qui ont les moyens financiers de s'adapter. On voudrait que tout le monde ait accès à une bonne nourriture. L'entraide : est-ce qu'on peut mettre en commun nos ressources?»

Pour un développement cohérent

Pour la chargée de projet et l'agent d'animation, qui ont présenté le fruit de leur démarche à la marina de



La chargée de projet Arielle Paiement et l'agente d'animation Patricia Chartier. Photo Jean-Philippe Thibault

Gaspé, la société de consommation doit être revue.

«Pouvez-vous nous aider à économiser l'énergie? Rénover nos maisons? Dans leur vie quotidienne, les gens voient qu'il y a un impact financier de la société de consommation et veulent revenir à nos grandes valeurs. Ce sont des valeurs plus traditionnelles, mais les gens ont envie d'être plus collectifs», avance Patricia Chartier. L'accès aux ressources naturelles comme la pêche est un autre exemple cité.

«On veut se doter d'un plan et orienter les ressources, mais le faire de manière cohérente en évitant les doublons. Il y a des questions qui se posent. Comment se positionner? L'idée est de pouvoir s'entraider», poursuit Arielle Paiement.

Des choix difficiles seront à faire et l'organisme souhaite que la réflexion se

fasse en amont plutôt qu'en urgence. Cette première étape a permis de définir les objectifs.

«On met sur pied des comités de travail pour chacun des trois axes avec des acteurs ayant des horizons variés, suggère la chargée de projet. Leur mandat sera de tracer la trajectoire qui nous mènera dans 25 ans à la réalisation de cette vision; identifier les étapes et les mettre dans l'ordre pour former les étapes de transition. Par la suite, on établira les priorités d'actions pour la réaliser; qui seront les porteurs du projet.»

Le succès se mesurera de cette façon en 2050. «Est-ce qu'on aura une communauté plus résiliente, plus adaptée aux changements climatiques, plus juste? Une des mesures sera de savoir si on aura une communauté avec moins d'inégalités sociales», évoque Arielle Paiement.



Quelques citoyens ont assisté à la conférence de presse organisée chez Sarcelle. Photo Jean-Philippe Thibault

Éduquer et rassembler les collectivités; bâtir des comités

Dans un contexte d'une société de plus en plus individualiste, Collectivités ZÉN Gaspésie estime que le volet collectif devient un défi important.

Nelson Sergerie

«Les gens sont très ouverts. Dans les ateliers, les gens aimaient discuter, note Patricia Chartier. J'ai l'impression

qu'il y a un appétit pour aller dans des débats démocratiques, mais les gens ne sentent pas qu'ils ont un pouvoir. L'individualisme est une tendance lourde, mais il y a un appétit pour autre chose. Il faut éduquer.»

Dès cet automne, des comités de travail réunissant des acteurs locaux de plusieurs secteurs d'activités seront

mis en place pour définir ces trajectoires.

Le projet porté par le CIRADD a bénéficié d'une aide publique d'environ 1 million de dollars, sans compter l'apport des participants. Collectivités ZÉN Gaspésie s'est constitué en 2022 et mobilise 14 partenaires régionaux d'horizons diversifiés.



L'agente d'animation Patricia Chartier. Photo Jean-Philippe Thibault

L'industrie garde tout de même espoir

Malgré la hausse des droits de douane record qui totalise 45%, les producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie misent sur leur résilience et entrevoient tout de même des opportunités dans cette crise commerciale.

Johanne Fournier

En dépit de ces tarifs record, le ton n'est pas au défaitisme au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. S'ils sont conscients des défis qui les attendent, les syndicats de producteurs de bois de ces deux régions refusent quand même de baisser les bras. Ayant traversé d'autres crises par le passé, ces acteurs régionaux comptent sur leur résilience et leur capacité d'adaptation pour naviguer dans cette tempête commerciale.



Les États-Unis dépendent fortement du bois canadien. Photo courtoisie

Pénurie avantageuse

Paradoxalement, c'est la situation même du marché américain qui nourrit l'espoir des producteurs canadiens. Malgré les déclarations du président Trump affirmant que son pays dispose de « tous les arbres dont il a besoin », la réalité du terrain raconte une tout autre histoire. Les États-Unis dépendent fortement du bois canadien pour répondre à leurs besoins en construction résidentielle et cette dépendance ne disparaîtra pas du jour au lendemain.

Le directeur général du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie confirme cette contradiction. « On sait qu'ils ne sont pas capables de combler leurs besoins à l'interne, affirme Guy Gallant. Donc, ils ont besoin de nos produits. »

Cependant, la question qui préoccupe maintenant les producteurs de bois est de savoir comment le marché américain réagira concrètement à cette nouvelle hausse tarifaire. « Est-ce qu'il va y avoir un signal envoyé à monsieur Trump pour baisser les tarifs ou est-ce que les États-Unis vont continuer à acheter quand même et que leurs maisons vont être un peu plus chères à construire? » s'interroge Guy Gallant.

Par conséquent, cette pénurie chronique pourrait donc forcer les acheteurs américains à continuer



Malgré la hausse des droits de douane record qui totalise 45%, les producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie misent sur leur résilience. Photo courtoisie

d'importer du bois canadien malgré les tarifs élevés, quitte à ce que le coût de construction des maisons augmente.

Période d'incertitude

Les prochaines semaines seront déterminantes pour l'industrie. Le président du Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent reconnaît que la rencontre du 7 octobre entre le premier ministre canadien Mark Carney et le président américain Donald Trump

n'a pas donné les résultats espérés. « Il ne semble pas y avoir sorti grand-chose de cette rencontre », se désole Michel Lepage.

Cette impasse diplomatique signifie que les taux actuels risquent de perdurer, forçant ainsi l'industrie à s'adapter à un ralentissement de la production et du marché. « On va devoir s'adapter à ces nouvelles conditions du marché », est-il forcé d'admettre, tout en gardant espoir qu'un déblocage finisse par survenir.

Une reprise des mises en chantier en 2026 est bien réelle

Malgré les défis immédiats, les producteurs forestiers du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie gardent les yeux tournés vers l'avenir. Guy Gallant se montre optimiste pour la prochaine année.

Johanne Fournier

« Le futur devrait être bon. En 2026, on s'attend à une reprise des mises en chantier et des besoins de bois d'œuvre. »

Cette perspective encourage les producteurs de bois à tenir bon pendant les mois difficiles qui s'annoncent. Dans la forêt privée, certains signaux positifs commencent même à émerger, avec des industriels qui confirment le maintien de leurs lignes d'achat, malgré le contexte. C'est du moins ce que constate Guy Gallant.

Courage et innovation

Les prochains mois exigeront du cou-

rage, de l'innovation et de l'adaptation de la part de l'industrie forestière régionale. Mais, si l'histoire a démontré une chose, c'est bien la capacité de résilience de ce secteur qui a su traverser de nombreuses crises. « On garde toujours espoir et on continue de discuter avec les industriels pour essayer de vendre notre bois », résume Michel Lepage.

Les producteurs forestiers comptent également sur le dynamisme du

marché canadien pour absorber une partie de la production. Le premier ministre du Canada, Mark Carney, a fait de la construction résidentielle une priorité et favorise l'utilisation du bois d'œuvre comme matériau de construction.

Cette orientation politique pourrait stimuler la demande intérieure et offrir un débouché supplémentaire aux producteurs.



Surtaxe américaine record

La guigne s'abat sur l'industrie forestière

L'industrie forestière fait face à une nouvelle épreuve qui pourrait s'avérer la plus difficile de son histoire récente. Photo courtoisie

L'industrie forestière fait face à une nouvelle épreuve qui pourrait s'avérer la plus difficile de son histoire récente. Le 14 octobre, l'administration Trump a imposé une surtaxe additionnelle de 10% sur le bois d'œuvre canadien, portant le fardeau tarifaire total à un niveau sans précédent de 45%.



Johanne Fournier
jfournier@lesoir.ca



Le directeur général du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, Guy Gallant. Photo courtoisie

Les producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie craignent donc un ralentissement majeur du secteur.

Cette décision jette une ombre sur un secteur déjà fragilisé par des années de tensions commerciales avec les États-Unis. Pour les producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, cette nouvelle taxe représente bien plus qu'un simple désagrément comptable. Elle menace la viabilité même d'une industrie qui emploie des milliers de personnes et structure l'économie entière de toutes ces régions.

Fardeau tarifaire historique

Les nouveaux droits de 10% s'ajoutent aux tarifs déjà existants de 35% qui comprenaient les droits compensateurs et antidumping. Contrairement à ces derniers, cette surtaxe a été imposée pour des motifs de sécurité nationale et s'applique à tous les pays



Le président du Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent, Michel Lepage. Photo courtoisie

exportant du bois aux États-Unis.

« À 45 %, les droits en tous genres qui frappent les exportations de bois d'œuvre sont du jamais-vu », confirme le président du Syndicat des producteurs de bois du Bas-Saint-Laurent, Michel Lepage. Comptant quelque 8000 producteurs-propriétaires, la région avait, jusqu'à présent, été relativement épargnée par les ferme-

tures d'usines qui ont frappé d'autres régions du Québec.

Mais, cette situation pourrait bientôt prendre fin. « Ça jette définitivement une ombre sur notre industrie, déplore monsieur Lepage. À 45%, les industriels vont avoir de la difficulté à exporter aux États-Unis, quand on sait que c'est notre principal marché d'exportation. »

Les propriétaires de boisés privés directement touchés

L'impact de ces tarifs se répercute bien au-delà des grandes scieries. Les propriétaires de boisés privés sont directement touchés par cette situation. Lorsque les usines ont de la difficulté à exporter, elles réduisent leurs achats de bois, ce qui se traduit par moins de chantiers en exploitation.

Johanne Fournier

« On remarque une diminution des volumes de bois mis en marché, entre

autres depuis le début de l'année », constate Michel Lepage. Cette réduction des activités crée une incertitude généralisée qui paralyse l'ensemble du secteur.

En Gaspésie, où environ 2500 producteurs dépendent de cette industrie, la situation est tout aussi préoccupante. Cependant, le directeur général du Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie, Guy Gallant, souligne que, « présentement, c'est surtout les

propriétaires et les industriels américains qui paient une bonne partie de ces taxes ».

L'injustice du bois privé

Un aspect particulièrement frustrant de cette situation concerne le traitement du bois de forêt privée. Depuis 1982, le différend commercial porte sur la gestion de la forêt publique canadienne, que les Américains estiment être subventionnés. Pour

tant, le bois de forêt privée, qui n'est pas concerné par ces subventions présumées, se retrouve assujéti aux mêmes taxes.

« Néanmoins, un problème réside dans l'impossibilité, une fois le bois rendu dans la cour d'un moulin, de distinguer celui provenant de la forêt publique de celui de la forêt privée », précise Guy Gallant.



Maïté Blanchette Vézina doit tirer sa révérence



La députée indépendante de Rimouski,
Maïté Blanchette Vézina

Maïté Blanchette Vézina se lance dans le débat sur l'autoroute 20. En réalité, elle ne fait que se débattre inutilement, tout en laissant filer le peu de tapis qu'il lui reste sous les pieds. Elle doit, au contraire, démissionner.

Qui, à Québec, entend encore ces doléances? La CAQ? Non. Le Parti libéral? Non plus. Encore moins le Parti québécois, qui a présentement le vent dans les voiles. Personne, en politique, n'est assez naïf pour croire qu'une femme ayant publiquement coulé son propre chef sera une candidate de choix pour son parti.

Nous voyons aujourd'hui un gouvernement de la CAQ qui se débat comme un poisson hors de l'eau avant de mourir. François Legault, tout comme Maïté Blanchette Vézina, manque de vision. Le premier ministre se réveille et tente de couper dans le budget. Pas à Montréal ni à Québec, mais bien dans les régions. À commencer par l'abandon des 30 M\$ prévus pour la poursuite des études sur l'autoroute 20 dans l'Est. S'ajoute à cela le retrait du contrôle local sur la sécurité routière dans le

Bas-Saint-Laurent, désormais géré depuis Québec.

Plus rien entre les mains

Monsieur Legault coupe dans les régions, pendant que l'ex-députée caquiste de Rimouski réclame l'autoroute 20. Croyez-vous vraiment qu'elle sera entendue après avoir quitté la CAQ avec fracas? Croyez-vous que le gouvernement Legault écoutera les régions après ce qu'il vient de leur faire?

Maïté Blanchette Vézina veut maintenant débattre de nos enjeux, alors qu'elle n'a plus rien entre les mains. Pendant ce temps, François Legault veut encore couper dans les régions pour investir là où personne n'en veut : dans le troisième lien entre Lévis et Québec. Ont-ils une meilleure vision à nous offrir? Non.

Si nous voulons notre part du gâteau, il faut d'abord que madame Blanchette Vézina démissionne. Cela déclencherait des élections partielles qui nous permettraient, comme citoyens, de démontrer notre volonté de changement avant les élections générales de

l'automne 2026, qui auront lieu à peu près au même moment que les élections de mi-mandat aux États-Unis.

Je fais le parallèle avec l'Oncle Sam, parce qu'ici, le Parti québécois nous propose de devenir un pays. Mais est-ce le bon moment pour le faire? Devenir un pays sans armée, alors qu'un dictateur frappe à nos portes, n'est peut-être pas la meilleure idée. Nous saurons sans doute mieux à quoi nous en tenir avant nos propres élections.

L'occasion de reprendre le pouvoir

À l'automne 2026, nous aurons, comme citoyens des régions, l'occasion de reprendre le pouvoir. La CAQ doit être sortie des régions qu'elle néglige de toute façon. Et quand je dis cela, je pense à toutes les régions du Québec, incluant le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Nous devons faire savoir aux autres partis que nous sommes ouverts au changement, en commençant ici, chez nous. La CAQ est devenue une véritable farce politique. Maïté Blanchette Vézina a dit qu'elle a respecté

la ligne de parti jusqu'à la dernière minute. Si elle avait conservé son siège de ministre, avec une ligne de parti à respecter et une solidarité ministérielle à préserver, croyez-vous vraiment qu'elle serait montée aux barricades dans le dossier de la 20?

« Si elle avait conservé son siège de ministre, croyez-vous vraiment qu'elle serait montée aux barricades dans le dossier de la 20? »

Être députée indépendante, en politique, c'est comme être seul sur une île sans bateau en vue à l'horizon. Madame Blanchette Vézina n'a plus le choix : si elle veut vraiment donner une chance à notre communauté de se faire entendre à Québec, elle doit démissionner.



De la loyauté à l'opportunisme

La députée indépendante de Rimouski, Maïté Blanchette-Vézina. Photo Véronique Bossé



Nous n'avons jamais autant entendu Maïté Blanchette-Vézina que depuis sa volte-face envers son ancienne formation politique. Après avoir défendu bec et ongles la Coalition Avenir Québec pendant trois ans, elle part maintenant en croisade sur des dossiers sur lesquels elle pouvait déjà s'exprimer, mais sur lesquels elle n'a jamais été aussi vocale.

Ne plus avoir de «lignes de parti» peut être libérateur, et il semble que ce soit le cas pour madame Blanchette-Vézina, qui lance actuellement une offensive en dénonçant l'absence de financement pour le prolongement de l'autoroute 20. On la sent soudainement convaincue et motivée dans ses prises de parole, même si l'on devine encore des lignes de communication bien rédigées, auxquelles elle ne déroge jamais vraiment.

En quittant la CAQ, notre députée affirmait vouloir continuer à représenter les citoyennes et citoyens de Rimouski lors des élections provinciales générales de 2026. Elle a aussi mentionné qu'elle pourrait réintégrer

la CAQ si monsieur Legault quittait ses fonctions, ce qui ne semble toutefois pas près d'arriver. Du même souffle, elle laissait entendre que sa famille a toujours été péquiste.

Un mauvais film

Tout cela donne l'impression de regarder un mauvais film. On n'apprend rien de vraiment nouveau sur la CAQ à travers ce départ fracassant. Madame Blanchette-Vézina savait pour quel parti elle se présentait en 2022.

Même si elle avait peut-être plus d'affinités avec d'autres formations, cela ne l'a pas empêchée de plonger tête première au sein de cette équipe. J'imagine que le poste de ministre qui lui a été confié n'y est pas étranger.

Avec son choix, aujourd'hui, de tirer délibérément à boulets rouges sur François Legault et la CAQ, il apparaît évident qu'il ne s'agit pas d'un départ en vue d'un éventuel retour dans cette famille politique. Difficile de ne pas voir, dans tout cela, une préparation du terrain pour se présenter sous la bannière du Parti québécois

aux prochaines élections.

Et difficile aussi de ne pas y voir une bonne dose d'opportunisme. Je trouve cela insultant pour les électrices et électeurs.

«On aurait aimé voir ce courage politique avant. Ça ressemble plus à une tentative personnelle de sauver une carrière politique.»

Opération sauvetage

Après avoir défendu son parti corps et âme pendant des années, notre députée se tient soudainement debout et devient vocale pour la région, sur un enjeu qui sera au cœur de la campagne électorale à Rimouski pour une énième

fois. On aurait aimé voir ce courage politique avant, s'il existait réellement. Car à ce stade, ça ressemble plus à une tentative personnelle de sauver une carrière politique.

J'aime voir des personnes se présenter en politique avec conviction et authenticité, portées par des valeurs claires. C'est ce qui m'inspire et me donne confiance. Et que l'on soit solidaire, conservateur, libéral, péquiste ou caquiste, ces qualités peuvent être présentes, même si l'on ne partage pas les mêmes valeurs.

Ce qui me dérange, c'est quand la recherche du pouvoir prend le pas sur les principes. Vous me direz que ça fait partie de la politique. Ce à quoi je répondrais : je sais bien que la politique est connue comme un univers de pouvoir et d'influence, mais ce n'est pas vrai qu'il n'existe pas différents modèles et façons de l'exercer.

Mandat périlleux

Malgré tout, je ne peux que me désoler qu'on ait confié à madame Blanchette-Vézina un mandat aussi périlleux que celui de réformer le régime forestier, pour ensuite la remercier du conseil des ministres après qu'elle ait vraisemblablement fait tout ce qu'on attendait d'elle. Cela dit, il y avait consensus : la réforme proposée était à côté de la plaque.

Et c'est précisément à ce moment-là qu'on aurait aimé entendre le vrai courage politique de la ministre. Qu'elle sorte de ses lignes de communication, et qu'elle exerce un leadership positif à Québec.

Ce revirement de Maïté Blanchette-Vézina laisse un goût amer. On aurait aimé voir ce courage plus tôt, quand elle était en position d'agir. Aujourd'hui, difficile de ne pas y voir un calcul politique. Et c'est dommage, parce que la région mérite mieux qu'un projet de carrière.

Cinq milliards de pertes depuis 2018 chez Postes Canada

Une transformation majeure s'impose

Le torchon brûle toujours entre Postes Canada et ses employés, qui ont déclenché une grève générale le 25 septembre dernier en réponse à une allocution de Joël Lightbound sur une transformation majeure de l'organisme fédéral.

Dominique Fortier

Le ministre libéral de la Transformation du gouvernement, des Travaux publics et de l'Approvisionnement a mis le feu aux poudres en annonçant une série de mesures visant à freiner l'hémorragie financière de Postes Canada.

«Depuis 2018, la société a accumulé plus de 5 milliards de dollars de pertes. Postes Canada est effectivement insolvable, et les renflouements à répétition ne sont pas une solution à long terme. Une transformation est nécessaire pour assurer sa survie et protéger les services sur lesquels comptent les Canadiens.»

Boîtes et courrier aux cinq jours

Les mesures principales qui ont été annoncées sont majeures. Le ministre propose des boîtes postales communautaires d'un océan à l'autre, éliminant ainsi la livraison du courrier à domicile.

L'autre mesure pourrait entraîner la fermeture de plusieurs bureaux de poste en région. Finalement, il se pourrait que le courrier ne soit plus livré cinq jours par semaine.

Avec ces mesures qui s'appuient sur le rapport Kaplan découlant d'une commission d'enquête sur les relations de travail, le ministre Lightbound estime que Postes Canada pourrait économiser plus de 430 millions de dollars par année.

Le ministre libéral est toutefois conscient que ces changements ne se feront pas en claquant des doigts. «La transformation d'une institution



Depuis 2018, Postes Canada a accumulé plus de 5 milliards de dollars de pertes. Photo Olivier Theriault

de cette taille prendra du temps, mais elle est nécessaire pour protéger les services postaux pour l'avenir. La population mérite un service fiable, abordable et durable, et l'annonce d'aujourd'hui est la première étape pour assurer cet avenir.»

En grève

La réponse des travailleurs de Postes

Canada n'a pas tardé à venir. Une grève générale a été déclenchée le 25 septembre. Depuis ce temps, les négociations se sont poursuivies alors que l'employeur est revenu à la table avec de nouvelles propositions. Celles-ci ont été mal accueillies par le syndicat des travailleurs des postes.

Ottawa a lancé une « bombe atomique », dénonce Deschênes

Le Bloc québécois estime que le gouvernement libéral ne s'y prend pas de la bonne manière pour aborder la situation qui prévaut avec Postes Canada.

Dominique Fortier

Le député de Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine-Listuguj, Alexis Deschênes, est conscient que des actions doivent être prises pour redresser la situation financière de Postes Canada, mais pas de n'importe quelle façon.

«Nous savons que nous avons une société d'État qui ne va pas bien et qui engendre des déficits importants. Alors que les négociations sont difficiles entre le patronat et le syndicat, voilà que le ministre Joël Lightbound vient lancer une bombe atomique sans avoir consulté les travailleurs.»

En réponse aux mesures annoncées, les travailleurs de Postes Canada ont déclenché une grève générale. «Résultat, nous n'avons plus de ser-



Alexis Deschênes Photo Jean-Philippe Thibault

vices. Le gouvernement n'a pas agi comme on doit le faire dans ce genre de situation. Il faut plutôt rassembler les intérêts divergents autour d'une table et tenter de faire accepter des compromis chez les différentes parties impliquées», explique le député.

La grève a provoqué des inquiétudes chez les citoyens et les entreprises de l'Est-du-Québec. «Certains attendent des passeports, des cartes d'assurance-maladie alors que des organismes font des levées de fonds par la poste. Les entreprises doivent aussi se tourner vers d'autres alternatives», poursuit Alexis Deschênes.

Beaucoup d'incertitudes

Le député gaspésien affirme que le Bloc québécois est en faveur de revoir le mode de fonctionnement de

Postes Canada. «Il ne faut pas oublier nos aînés qui ont de la difficulté avec l'informatique. Je ne vois pas en quoi fermer des bureaux de poste en région va améliorer les services.»

Le député s'interroge aussi sur le nombre de bureaux de poste qui pourraient fermer en Gaspésie et sur la multiplication éventuelle des boîtes postales communautaires. «Il y a beaucoup d'inconnu et d'incertitudes et le gouvernement aurait tout intérêt à consulter davantage les personnes impliquées plutôt que d'adopter une approche de confrontation.»

Quant à la livraison du courrier qui ne se ferait plus sur une base quotidienne, le député n'y est pas opposé. «C'est une mesure à laquelle les gens peuvent s'adapter», conclut-il.

Fonction publique: 171 emplois perdus

L'Est-du-Québec est durement frappé par les compressions imposées par Québec à la fonction publique. Entre septembre 2024 et le mois dernier, pas moins de 171 employés ont perdu leur emploi dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et sur la Côte-Nord.

Johanne Fournier

Le bilan est lourd avec 22 licenciements au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et 149 au Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). Pour ce dernier, qui représente environ 1760 fonctionnaires dans ces régions, cela représente donc près de 10 % des effectifs.

«C'est beaucoup. Les coupes de postes sont vraiment drastiques de la part du gouvernement», déplore le président régional du SFPQ, Nicolas Gauthier. Il craint que ce ne soit que «la pointe de l'iceberg», alors que Québec envisage jusqu'à 6000 suppressions de postes en trois ans à l'échelle provinciale.

Représentant près de 3500 membres dans l'Est-du-Québec, incluant les employés des secteurs public et parapublic, tels que les travailleurs

de la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ), de l'Agence du revenu et du ministère des Transports, monsieur Gauthier s'inquiète particulièrement de l'impact sur les services aux citoyens.

Ministères clés affectés

Certains ministères sont particulièrement touchés. Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui gère notamment l'aide de dernier recours, les effectifs ont diminué de 6,3 %. Les ministères des Ressources naturelles et des Forêts ainsi que de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques ont subi des réductions de 12 %.

«Au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, s'il y a moins de personnes qui travaillent, ça peut allonger les délais de transmission ou de résolutions de dossiers», appréhende le syndicaliste.

Retour aux années 1990

Si Nicolas Gauthier est relativement nouveau dans ses fonctions, ses collègues expérimentés lui confirment que ces compressions dépassent celles du gouvernement de Jean Charest, qui a gouverné le Québec de 2003 à 2012. «On se rapproche



Le SFPQ représente près de 3500 membres dans l'Est-du-Québec, incluant les employés des secteurs public et parapublic. Photo courtoisie Services Québec

plus des coupes des années 1990 sous Lucien Bouchard. On ressent encore ces fameuses coupes dans le secteur de la santé.»

L'ironie n'échappe pas au président syndical, puisqu'il rappelle qu'en 2018, le gouvernement de la Coalition avenir Québec avait promis un «grand plan de régionalisation» pour créer des emplois en région, «ce qu'il n'a pas réussi à faire, selon les don-

nées qu'on a», constate monsieur Gauthier. «Puis, il coupe encore!»

Avec 6,9 % de suppressions de postes, l'Est-du-Québec se classe au troisième rang des régions les plus affectées, derrière Chaudière-Appalaches et l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec. Sur le terrain, les conséquences se font déjà sentir, observe le porte-parole régional du SFPQ.

Centre de coordination hivernale fermé : autres mises à pied

Le Centre de coordination en viabilité hivernale et de veille en sécurité civile basé à Rimouski, ouvert 24 heures sur 24, de l'Action de grâce à la fin du mois d'avril depuis sa mise sur pied en 2018, n'ouvrira désormais que de façon ponctuelle, causant la mise à pied de ses employés.

Véronique Bossé

Le centre avait été mis sur pied à l'époque afin d'accompagner les équipes du ministère des Transports, basées dans les huit centres de services de la Direction générale du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-

la-Madeleine.

À l'aide de divers outils (caméras routières, télémétrie véhiculaire et stations météorologiques), il exerçait une surveillance continue des 3600 kilomètres de route dans l'Est-du-Québec pour traiter et analyser les informations disponibles dans le but d'orienter les centres de services dans leur prise de décision.

«Nos membres nous ont interpellés, parce qu'ils avaient reçu leur horaire de travail, pour commencer leur saison, mais à deux semaines de leur entrée en poste, ils ont été avisés

qu'ils étaient mis à pied», indique le président régional du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ), Nicolas Gauthier, qui dénonce cette décision.

Il indique n'avoir reçu aucune information comme quoi le système n'était pas efficace ou qu'il n'était pas nécessaire. «Toute l'information que nous avons obtenue est vraiment en lien avec les coupures budgétaires et l'austérité de la CAQ», ajoute monsieur Gauthier.

La réponse du ministère

Le ministère des Transports indiquait

que la décision de revoir le fonctionnement du centre de coordination, en août dernier, a été prise afin d'assurer une saine gestion des finances publiques.

«Selon le ministère des Transports, il n'y aurait pas d'impacts sur la sécurité. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le tout a été transféré à Québec. Ce qu'on dénonce, c'est ce que ça enlève des emplois en région. En 2018, c'était l'un des objectifs du gouvernement de redonner des emplois de qualité en région. Il va sûrement y avoir un ralentissement de l'efficacité», croit Sébastien Gauthier.



Les pompiers sont des héros polyvalents, toujours prêts à risquer leur vie pour sauver celle des autres. Photo Johanne Fournier



Ces héros du quotidien

La semaine dernière était celle de la prévention des incendies. C'était une belle occasion de rappeler que les pompiers ne font pas seulement acte de bravoure en combattant les flammes.

Ils sont aussi et surtout des héros polyvalents, toujours prêts à risquer leur vie pour sauver celle des autres, et ce, parfois, peu importe la nature du péril.

Le lundi 6 octobre, le gouvernement du Québec a rendu hommage à des pompiers dont le courage exceptionnel méritait d'être souligné en cette semaine symbolique. Ces reconnaissances nous rappellent que, derrière l'uniforme, se cachent des personnes d'une bravoure remarquable.

Le chef de division du service de sécurité incendie de la Ville de Matane, David Lavoie, a reçu une médaille pour acte méritoire à la suite d'une intervention qui aurait pu mal tourner. Le 31 octobre 2024, aux côtés du citoyen Denis Gagné, lui aussi honoré d'une citation de reconnaissance, il a participé au sauvetage d'une femme tombée dans les eaux glaciales de l'embouchure de la rivière Matane

Une vie qui ne tient qu'à un fil

Imaginez la scène : des eaux froides, un courant puissant menant directement au fleuve, une vie qui ne tient qu'à un fil. Les deux hommes se sont relayés, agrippés tant bien que mal à l'échelle d'un quai, retenant de toutes leurs forces cette femme que le courant menaçait d'emporter à tout moment. Chaque seconde a dû sembler une éternité jusqu'à l'arrivée de l'équipe de sauvetage nautique.

Ce genre d'intervention nous rappelle que les services de sécurité incendie interviennent dans une multitude de situations d'urgence. Que ce soit pour combattre un brasier, secourir des victimes d'accidents de la route ou, comme dans ce cas, sauver une personne de la noyade, ces professionnels sont formés pour affronter l'imprévu avec sang-froid et détermination.

Le gouvernement a également honoré Steve Dumont, aujourd'hui directeur, mais lieutenant au moment des faits, ainsi que le capitaine Clément Daraïche, du service de sécurité incendie de la Ville de Sainte-Anne-des-Monts. Leur exploit remonte au 20 septembre 2010, lors du sauvetage de trois victimes d'un naufrage au large de Cap-Chat.

Encore une fois, il ne s'agissait pas d'un incendie, mais d'une opération de sauvetage maritime périlleuse, où chaque minute comptait. Les deux pompiers n'ont ménagé aucun effort pour extraire les naufragés d'une situation désespérée. Ces histoires nous enseignent une belle leçon d'altruisme, voire d'abnégation.

« Le meilleur hommage que nous puissions leur rendre est de ne pas se retrouver dans des situations d'urgence. »

Responsabilité collective

Si la prévention est l'affaire de tous, il n'en demeure pas moins que, lorsque le drame survient, il est rassurant de pouvoir compter sur des professionnels d'exception. Ils sont là, jour et nuit, prêts à répondre à l'appel, quelle que soit la nature de l'urgence.

La prévention des incendies demeure toutefois notre première ligne de défense. Vérifier nos détecteurs

de fumée, planifier des exercices d'évacuation en famille, respecter les consignes de sécurité. Ces gestes simples peuvent faire toute la différence. Car, si nos pompiers sont héroïques, le meilleur hommage que nous puissions leur rendre est de réduire les risques et de tenter de ne pas se retrouver dans des situations d'urgence qui auraient pu être évitées.

Merci à ces héros de l'ombre

Prenons le temps de remercier ces héros de l'ombre qui veillent sur notre sécurité. Pensons à David Lavoie, Denis Gagné, Steve Dumont et Clément Daraïche, mais aussi à tous ces pompiers qui, bien qu'ils n'aient pas reçu de médaille ou de grands honneurs, se tiennent prêts, chaque jour, à intervenir dans notre communauté.

Leur dévouement mérite notre reconnaissance, mais aussi notre engagement à faire de la prévention une priorité. Parce qu'un incendie évité, c'est une intervention de moins et potentiellement des vies sauvées. La meilleure façon de rendre hommage à ces héros est de devenir nous-mêmes des acteurs responsables de notre propre sécurité et de celle de nos proches.

Pamela Rooney remporte un autre prix international au Texas

En 2023, la chanteuse avait déjà récolté le titre d'Entertainer of the year Photo courtoisie

L'artiste country Pamela Rooney de Douglastown collectionne les prix avec un quatrième trophée obtenu récemment au Texas Sounds International Country Music Awards, à Marshall, au Texas.

Nelson Sergerie

En 2023, la chanteuse avait récolté le titre d'Entertainer of the year. Elle avait récolté les prix Heritage remis à une artiste qui chante dans la tradition



Pamela Rooney avec son plus récent prix. Photo courtoisie

texane et le prix Spirit pour représenter l'esprit de la musique du Texas, au même festival en 2022.

«J'ai gagné le female vocalist de l'année. Je n'étais pas prête pour ce prix, car il y avait beaucoup de talent. Il y avait 27 artistes. J'étais la seule Canadienne. Je suis pas mal fière», explique la chanteuse qui se trouvait toujours à Nashville au moment de l'entrevue avec *Le Soir*.

Selon elle, sa voix, ses chansons et sa présence sur scène expliqueraient son succès au festival. «Je chante comme si mes amis étaient devant moi. Je parle avec eux et j'ai choisi une nouvelle chanson texane. C'est mon quatrième prix à ce concours et ça fait du bien», note l'artiste.

Celui-ci donne un bond à sa carrière américaine, ajoute-t-elle. «J'ai maintenant un autobus de tournée pour faire un spectacle en novembre. J'ai des gros noms et j'ai un contact avec George Strait. C'est très gros. Je pense à déménager au Texas pour l'hiver pour faire mes spectacles. J'ai fait ça pour le Québec et le Canada et je veux aller jusqu'au bout ! »

Une marche de plus

D'être près de George Strait, un géant de la musique country aux États-Unis, Pamela Rooney n'arrive pas à le croire après que son gérant lui ait mentionné cette possibilité.

«Ce n'est pas une carrière facile. Juste aller au Texas, c'est 27 heures de route. Maintenant, j'ai un pied dans la porte, j'ai un gérant, un studio, un tour bus... J'ai travaillé très fort pour ça», explique-t-elle avec une grande fierté.

«J'ai beaucoup de contacts. J'ai signé avec Nashville. Je vais enregistrer au Texas avec le band de Georges Strait. Je continue d'apprendre dans le domaine de la musique, du country. Mais c'est tellement le fun», poursuit la chanteuse gaspésienne qui rêve un jour d'être en première partie des plus grandes vedettes de la musique country.

«On va croiser les doigts. On va travailler fort pour ça. D'ici un an, mon gérant me dit que je vais être connue partout», rêve-t-elle.

Vivre de son art

Pour le moment, Pamela Rooney prépare six nouvelles chansons, dont une de Noël. «Il y a beaucoup de choses qui s'en viennent. Je vais faire un vidéoclip, j'ai un album qui s'en vient et je vais composer d'autres chansons. Je vais produire un album chaque année», raconte la future star du country américain, qui rêve d'une nomination au Country Music Award.

«J'espère. Comme dit mon gérant, il faut que je travaille très fort. Je veux voir d'autres prix sur mon mur», rit-elle en lançant cet espoir.



Pamela Rooney est de plus en plus connue de l'autre côté de la frontière. Photo courtoisie

Elle est déjà en nomination pour d'autres prix dans des rassemblements de musique aux États-Unis. Après avoir commencé à chanter dès l'âge de quatre ans, la Gaspésienne peut maintenant vivre de sa musique. L'auteure-compositrice-interprète réfléchit d'ailleurs à la possibilité d'abandonner son travail auprès des personnes âgées à Québec dans la prochaine année. En terminant, elle offre ce conseil pour les débutants.

«L'an prochain, je vais être vraiment bien avec la musique avec ce qui s'en vient. Pour les gens qui pensent que tu peux vivre juste avec la musique pour les débutants, ne faites pas ça. J'ai travaillé des années pour y parvenir, mais je peux vivre avec ma musique. C'est quelque chose qui me rend heureuse», explique-t-elle ravie.

«La musique, c'est ma vie ! »



Nouvel ouvrage du chef d'antenne de TVA Nouvelles, Philippe-Vincent Foisy.

À découvrir : Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs

Le chef d'antenne de TVA Nouvelles, Philippe-Vincent Foisy, est un passionné de chasse et de pêche, ce qu'on ignorait jusqu'à ce qu'il publie le 17 septembre un ouvrage de quelque 270 pages, *Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs*.

Un secret bien gardé, d'autant qu'un grand nombre d'adeptes d'activités fauniques, comme les Gaston Lepage, Michel et Charlot Therrien, Fabien Cloutier, Patrice L'Écuyer, Gino Chouinard, Fred Campbell de Hooké, Martin Picard, Anick Jean et j'en passe, viennent en soutien aux passions légitimes de Philippe-Vincent Foisy.

Ces initiés donnent une âme à l'ouvrage, un hommage, voire une ode aux activités cynégétiques et halieutiques, dans un contexte de convivialité. C'est toute la différence de ce recueil sur la chasse et la pêche qui n'est pas comme les autres.

Pas de trucs à donner, pas de conseils à partager, pas de recettes de gibier à cuisiner, pas de salines à fabriquer, ce livre est totalement unique dans le genre.

On y retrouve que de belles histoires de chasse et de pêche, d'anecdotes savoureuses des chasseurs et pêcheurs qui racontent comment ils ont été « hookés », comment leurs passions s'est développée ou perdue de génération, en génération. Avec le bien-être se retrouver en contact avec la nature, sans nécessairement prélever le gibier ciblé, à travers des réflexions pertinentes et de magnifiques photos bien choisies et appropriées aux récits.

« Je veux démocratiser la chasse et la pêche, amener des gens dans le bois. On pourra mieux protéger et aimer notre territoire et sa nature. »

Les chasseurs se retrouvent

« J'ai écrit ce livre pour que les chasseurs se retrouvent et que les gens qui ne chassent pas, commencent à le faire. Je veux démocratiser la chasse et la pêche, amener des gens dans le bois. Ensemble on pourra mieux protéger et aimer notre territoire et sa nature », commente Philippe-Vincent Foisy, en entrevue dans le cadre de l'émission radio et du balado « Rendez-Vous Nature ».

Il chasse depuis seulement cinq ans. Mais il est à l'aube d'un vaste monde faunique à découvrir. « La chasse du dindon et de l'orignal s'ouvre à moi, comme le cerf d'Anticosti; mon rêve, le saumon de la Gaspésie. C'est le



Philippe-Vincent Foisy

« C'est le fun de commencer à chasser, car j'ai plein de rêves devant moi à réaliser », affirme Philippe-Vincent Foisy. Photo courtoisie

fun de commencer à chasser, car j'ai plein de rêves devant moi à réaliser ». Déjà, il en veut plus : « Je trouve que je ne chasse et ne pêche pas assez, que je ne suis pas assez souvent en forêt. Quand on est dans le bois on est bien », dit-il.

Livre en héritage

Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs est un ouvrage qui sera apprécié autant des adeptes de ces activités, que les autres. « Et mon livre donne un héritage collectif que les gens vont aimer lire et qui sait, sème des graines et que de nouveaux chasseurs et pêcheurs et cueilleurs, comme des champignons, émergeront de mes pages ».

Est-ce qu'il aura-t-il une suite, un tome II ? Plein de chasseurs et de pêcheurs, des guides, se manifestent déjà et ils ont des choses à dire, des histoires à raconter. Pour l'heure, la sortie de *Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs* tombe en pleine période de

CHASSEURS PÊCHEURS CUEILLEURS

Histoires de forêts et de rivières



Le livre *Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs* est disponible en librairie. Photo courtoisie

chasse des petits et grands gibiers, et représente une excellente idée cadeau des Fêtes.

Chasseurs, pêcheurs, cueilleurs un ouvrage magnifique truffé d'histoires vraies fidèlement racontées par des gens notoires dans leur domaines, et avec qui on partage les mêmes passions. Ce livre comble un vide immense que seul Philippe-Vincent Foisy avait vu.



« C'est rock la pêche du saumon », témoigne la Gaspésienne Anik Jean. Photo courtoisie

Yves Côté fait partie des meilleurs officiels en badminton au Québec

De juge de ligne à l'élite mondiale

Il n'a plus besoin de présentation dans le monde du badminton au Québec, et même au-delà de nos frontières.

Jean-Philippe Thibault

Yves Côté, toujours résident de Barachois à Percé, a côtoyé les meilleurs de son sport depuis qu'il est arbitre national en 1992, puis comme juge-arbitre canadien en 2003 et juge-arbitre certifié de la Badminton World Federation en 2018. C'est à ce titre qu'il s'est par exemple rendu aux Jeux olympiques de Tokyo en 2021. Il était donc aux premières loges pour assister à la victoire en simple du Danois Viktor Axelson.

Pour utiliser une comparaison un peu boiteuse avec le hockey (Yves Côté a aussi été officiel de haut niveau dans ce sport pendant longtemps; il nous ce parallèle), c'est comme s'il avait été responsable du tournoi olympique de Vancouver en 2010, pour que tout se fasse dans les règles de l'art, et qu'il avait vu Sydney Crosby marquer son *golden goal* en prolongation. Voilà grosso modo le niveau de responsabilité et le calibre des athlètes qu'il a pu côtoyer dans l'exercice de ses fonctions.

Plus de 30 pays et 100 voyages

Yves Côté a un horaire chargé. Il arrive de Moncton d'un championnat des provinces atlantiques, puis sera prochainement à l'Université Laval. Il se rendra fin avril à Kelowna en Colombie-Britannique comme arbitre en chef aux jeux nationaux des maîtres, puis à Winnipeg en mai pour donner de la formation et évaluer ses confrères.

Rappelons que le Gaspésien est certifié de la Fédération mondiale de badminton; le plus haut niveau possible à atteindre... de la planète. «Je suis le seul Canadien à avoir eu ce titre de juge-arbitre certifié. Il n'y en a pas d'autres ni avant moi ni présentement.»

Dans son rôle, il s'occupe de toute



Yves Côté lorsqu'il a remporté le titre d'officiel de l'année de Badminton Québec. Photo Yves Lacroix

la logistique des tournois internationaux, jusqu'aux tests antidopage. Si jamais un problème est à régler sur le terrain, il pourra aller le régler avec l'arbitre de la partie; il a le dernier mot.

«Ça me permet d'aller un peu partout. J'ai connu des gens du monde entier. J'ai l'impression d'aider les gens à travers tout ça.»

— Yves Côté

Sa passion lui a permis de découvrir une trentaine de pays lors de plus de 100 déplacements. Pas mal pour quelqu'un qui a débuté comme juge de ligne. «J'aime beaucoup le voyage. Ça me permet d'aller un peu partout. J'ai connu des gens du monde entier.

J'ai l'impression d'aider les gens à travers tout ça.»

Donner au suivant

Au-delà de sa passion pour les compétitions d'envergure, il a surtout celle de son sport, tout simplement, et d'enseigner à la relève locale tous les rudiments appris au fil des décennies.

Yves Côté est actuellement entraîneur du côté récréatif à l'école secondaire de Gaspé. Un de ses joueurs lui a demandé jadis comment il pouvait une semaine se retrouver avec les meilleurs joueurs de la planète et la semaine suivante être avec des recrues dans un gymnase d'une polyvalente au fond de la Gaspésie.

«Pour moi, les deux sont importants. J'aime autant l'un que l'autre. Oui je me retrouve au plus haut niveau et c'est l'un. Mais j'aime coacher des jeunes qui vont grandir et peut-être que l'un d'entre eux va lui aussi arriver au plus haut niveau. Je le dis et je le répète : on ne sait jamais où ça va nous mener», conclut-il sagement.

Officiel de l'année au Québec

Au fil du temps, le travail de Yves Côté a été reconnu à bien des endroits. Par exemple à Lima, au Pérou, en 2023, pour sa contribution au sport dans les tournois internationaux de la part de la Confédération panaméricaine de badminton.

Jean-Philippe Thibault

Sauf qu'aujourd'hui, c'est pour son apport ici dans la province que l'homme a été récompensé, en se voyant remettre le prix de l'officiel de l'année par Badminton Québec. La distinction a été remise un plus tôt cet automne, le 6 septembre, lors du Gala du badminton québécois qui a eu lieu à Orford. Yves Côté a mis la main sur le trophée Mohamed Lamine Kateb. L'homme éponyme avait remporté le prix lors des 10 années précédentes. Il est maintenant arbitre pour la Fédération mondiale de badminton.

«Vous comprenez que j'avais des très grands souliers à remplir. J'étais évidemment content, il n'y a aucune question-là», lance le principal intéressé.

Badminton Québec a aussi mis Yves Côté en nomination auprès de Sports Québec pour être reconnu comme officiel de l'année, toutes disciplines confondues. Les gagnants seront connus le 5 novembre.



Yves Côté avant son départ pour les Olympiques de Tokyo. Photo courtoisie

Le Rocher-Forillon en lever de rideau

Les Vikings du Rocher et les Corsaires de Forillon croiseront pour leur premier match de la saison 2025-2026, le samedi 1er novembre, dans la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec.

Alexandre D'Astous

Les Corsaires affronteront ensuite les Excavations Léon Chouinard de Mont-Joli, le 8 novembre, les Fondations B.A de Trois-Pistoles, le 9 novembre, le Bar Laser de Causapscal, le 29 novembre, de nouveau les Vikings, le 27 décembre, Causapscal, le 17 janvier, ainsi que les Castors Côté Automobiles, le 18 janvier.

Tous les matchs se dérouleront à l'Aréna Rosaire-Tremblay de Rivière-du-Renard, à l'exception de celui du 27 décembre, prévu à l'Aréna Luc-Germain de Gaspé.

Pour leur part, les Vikings lanceront leur campagne à domicile, le 8 novembre, avec la visite de Trois-Pistoles. Le Rocher recevra aussi Mont-

Joli, le 9 novembre, Causapscal, le 28 novembre et le 16 janvier, les Corsaires, le 26 décembre et le 10 janvier ainsi que Matane, le 18 janvier.

Saison régulière de 14 parties

Maintenant désaffiliées de Hockey Québec, les équipes de la Ligue de hockey senior de l'Est-du-Québec disputeront un calendrier de 14 parties en saison régulière, réparties sur 10 fins de semaine. Causapscal rejoint cette saison Forillon et Le Rocher dans la division Est, alors que Trois-Pistoles, Mont-Joli et Matane composeront la division Ouest.

Le format des séries éliminatoires a aussi été modifié par rapport à l'an dernier. L'équipe qui termine première de chaque division obtiendra un laissez-passer. La première ronde opposera les 2e et 3e positions de la même division dans des affrontements 2 de 3. Les demi-finales seront des séries 3 de 5, alors que la Ligue de l'Est souhaite que sa finale soit disputée dans un format 4 de 7.



Un match impliquant les Corsaires de Forillon et les Vikings du Rocher. Photo courtoisie

Blais au Match des Espoirs de la LHJMQ

Originaire de Port-Daniel, Justin Blais a été sélectionné pour prendre part au Match des Espoirs de la LHJMQ, qui se tiendra le 21 octobre à Sherbrooke.

Annie Levasseur

Le défenseur en est à sa troisième année avec les Olympiques de Gatineau. Il a amassé 15 points (2-13) lors de ses deux premières campagnes en Outaouais. Cette saison, l'arrière de 18 ans a récolté une mention d'aide en huit parties, avant celles disputées en fin de semaine dernière.

Blais figure parmi les 40 invités considérés comme les meilleurs espoirs du circuit Cecchini en vue du repêchage de la LNH. Sélectionné en deuxième ronde par Gatineau en 2023, le Gaspésien a aussi évolué avec les Albatros M18 AAA du Collège Notre-Dame à

Rivière-du-Loup.

Lefebvre rejoint William Lacelle

Chez l'Océanic, Liam Lefebvre accompagnera William Lacelle à Sherbrooke. Évoluant l'an dernier aux États-Unis, Lefebvre a profité de la nouvelle réglementation permettant aux joueurs provenant de la Ligue canadienne de hockey d'évoluer dans la NCAA pour signer un contrat comme agent libre avec l'Océanic. Avant celles de la fin de semaine, il compilait une fiche de 2-4 pour six points en sept rencontres.

Pour sa part, Lacelle faisait partie des 12 premiers joueurs choisis, en septembre, par la LHJMQ et la Centrale de recrutement de la LNH. Avant le week-end dernier, il détenait une fiche de 3-3 avec une moyenne de buts alloués de 2,98 et un pourcentage d'efficacité à 0,904.



Le défenseur des Olympiques de Gatineau originaire de Port-Daniel, Justin Blais. Photo courtoisie

L'Italien et Bélanger sélectionnés

Les deux coéquipiers de l'Océanic accompagneront notamment Xavier Villeneuve. Le défenseur de l'Armada de Blainville-Boisbriand a vécu une partie de son enfance à Rimouski

avant de déménager dans la région de Montréal. Romain L'Italien d'Amqui (Cap-Breton) et Louis-François Bélanger de Matane (Terre-Neuve) ont aussi reçu une invitation pour prendre part au Match des Espoirs.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Lou Lévesque veut repartir à fond

À sa troisième saison dans la LHJMQ, Lou Lévesque fait partie des vétérans à qui l'état-major de l'Océanic demande d'assumer davantage de responsabilités offensives dans cette année de relance.



Olivier Theriault
otheriault@lesoir.ca

Acquis en décembre 2024 en compagnie du défenseur Jack Martin contre Quinn Kennedy et des choix de repêchage, l'attaquant de 19 ans avait été décrit par le directeur-gérant, Danny Dupont, comme un marchand de vitesse que les partisans de l'Océanic apprécieraient rapidement. À 6'3" et près de 200 livres, il peut aussi s'imposer physiquement sur la patinoire.

Moins productif en saison régulière avec neuf points en 26 parties, Lévesque a toutefois été plus actif en séries éliminatoires, le printemps dernier, en amassant six buts et cinq passes pour 11 points en 23 matchs.

En endossant le chandail de l'Océanic, Lévesque a retrouvé Joël Perrault, qui l'avait dirigé chez les Vikings de Saint-Eustache dans le M18 AAA en 2022-2023.

«Notre groupe est spécial. Les gars ont de l'énergie, ils veulent prouver à la ligue que ce n'est pas parce qu'on était à la Coupe Memorial l'année passée qu'on devient tout de suite une équipe de bas de classement parce qu'on est dans notre première année de reconstruction. On a des gars comme moi, (Thomas) Belzil,



Lou Lévesque a entamé sa troisième saison dans la LHJMQ. Folio Photo - Ifen Redjah

(Émile) Duquet et (Luke) Patterson, qui jouaient sur les troisièmes et quatrièmes trios dans leur équipe et qui sont maintenant dans le top 6. On veut prouver qu'on est capables de jouer contre les autres top 6 de la ligue», indiquait-il au collègue René Alary, la semaine dernière, avant le départ de l'équipe vers les Maritimes.

Utiliser davantage sa vitesse

Avant les trois rencontres de l'Océanic à Halifax, Moncton et Saint John,

Lévesque avait été limité à deux mentions d'aide à ses six premiers matchs.

«En tant que joueur de hockey, c'est cliché, mais on va toujours dire la même chose. C'est de travailler fort en allant chercher les petits détails. C'est vraiment ça que j'essaie de faire avec Joël. Je vais me baser sur les aspects de mon jeu où je peux prendre avantage. Il faut que j'utilise encore plus ma vitesse. Je pense que j'ai été un peu sur les breaks depuis le début de la saison», analysait-il.

L'Océanic affrontera le Phoenix de Sherbrooke dans un programme double prévu ce vendredi 17 octobre à 19 h et ce samedi 18 octobre à 16 h, au Colisée Financière Sun Life de Rimouski.



Éditrice :
Louise Ringuet
Directeur régional de l'information :
Olivier Theriault

Le SOIR
Baie des Chaleurs

Adjointe à l'éditrice et directrice du développement des affaires : Nadine Perron
Directrice adjointe régionale de l'information : Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Levasseur
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseiller-ère en solutions médias : Alexandre Bédard Lamer,
Rémi Côté et Hélène Houde
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Dardaiche
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Frands Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoit Guérrette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc. ISSN : 2562-0126 (en ligne)

RS MÉDIA SÉLECT

Reconnu comme l'opérateur de médias de confiance du Canada
Canada Québec

Vous cherchez une façon de vous distinguer?

PENSEZ À NOS VERSIONS WEB ET PAPIER

Nos spécialistes en solutions
médias sauront vous guider grâce
à leur savoir-faire éprouvé.

On vous remarquera à tout coup!

581 805-9908 poste 3170

Le SOIR